

DEPARTEMENT SEINE MARITIME
CANTON Canteleu
COMMUNE CANTELEU

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE N°AR-0022/26

Direction Ressources Internes et Moyens - Assemblées -

OBJET : Délégations accordées au 7ème Adjoint au Maire – M. Franck CONFAIS

M. Tom DELAHAYE
Maire de la commune de CANTELEU,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-19, L.2122-20, L.2122-21, L.2122-21-1, L.2122-22, L.2122-23, L.2122-24, L.2212-1 et L.2212-2,
- L'article L.2122-32 du CGCT, précisant que le Maire et les Adjointes sont officiers d'état civil,
- Les articles L.2213-8, L.2213-9 et R.2213-8 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le procès-verbal d'installation du Conseil Municipal de Canteleu élu le dimanche 15 mars 2026 et réuni le samedi 21 mars 2026 pour procéder à l'élection du nouveau Maire et des Adjointes,
- La délibération n° DE-36/26 prise en séance de Conseil Municipal du 21 mars 2026 portant sur la création de 9 postes d'Adjointes sur le fondement de l'article L.2122-2 du CGCT,
- La délibération n° DE-37/26 prise en séance de Conseil Municipal du 21 mars 2026 portant élection des 9 Adjointes,
- Les délibérations n° DE-39/26 et DE-40/26 prises en séance de Conseil Municipal du 11 avril 2026, portant sur les délégations du Conseil Municipal au Maire,
- Les délibérations n°DE-50/26 et DE-51/26 prises en séance de Conseil Municipal du 11 avril 2026, portant sur la désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres et l'adoption de son règlement,

CONSIDERANT QUE :

- Pour la bonne marche des services municipaux, pour permettre une parfaite continuité du service public et à certaines formalités d'être exécutées dans les meilleurs délais, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et/ou la signature de certains actes et documents soient assurés par les Adjointes au Maire ou les Conseillers Municipaux Délégués ou par le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint des Services, le Directeur des Services Techniques et les responsables de service,
- Les délégations précitées impliquent le suivi des dossiers correspondants, en liaison avec les services municipaux et le Directeur Général des Services

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction au titre du pouvoir exécutif du Maire

Monsieur Franck CONFAIS, 7ème Adjoint au Maire, bénéficie d'une délégation de fonction pour la Politique de la Ville, la Gestion Urbaine de Proximité, les Jumelages et les actions relatives à la labellisation « Territoire Engagé pour la Transition Écologique » se rapportant à la thématique précitée, et précisée comme suit portant notamment sur :

Au titre de la Politique de la Ville, la délégation portera notamment sur :

- * Le suivi du Contrat de Ville,
- * L'obtention du label Maison France Services,

- * Le pilotage et l'organisation d'une nouvelle phase de renouvellement urbain notamment au sein des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV),
- * Le pilotage politique du dispositif Cité Educative,
- * Les relations avec les partenaires publics ou privés de la politique de la ville,
- * Le suivi des investissements et des travaux en relation avec les domaines de compétences.

Au titre de la Gestion Urbaine de Proximité, la délégation portera notamment sur :

- * Le pilotage de la politique municipale en faveur de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP) dont les enjeux sont la recherche de la qualité urbaine et la mise en valeur des espaces publics pour les habitants et les usagers, l'amélioration du service rendu (propreté, maintenance...), leur appropriation des espaces, la réduction des ruptures sociales et spatiales, notamment par la mise en place d'un plan d'actions de lutte contre les dépôts sauvages,
- * Les relations entre la ville, les citoyens et les acteurs locaux concernés,
- * Le suivi des investissements et des travaux en relation avec les domaines de compétences.

Au titre des Jumelages, la délégation portera notamment sur :

- * Le développement des échanges avec les villes jumelles et l'organisation des manifestations liées aux jumelages.

Les correspondances courantes et celles au nom de la commune auprès des organismes privés et publics portant sur les délégations précitées pourront être signées par le 7ème Adjoint au Maire.

Sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation est donnée à Monsieur Franck CONFAIS, 7ème Adjoint au Maire, pour signer les actes administratifs et tous courriers et documents notamment les bons de commande, les titres de recettes, les mandats de dépenses inscrites au budget communal, les bordereaux comptables avec leurs pièces jointes ainsi que les attestations des services relevant des domaines délégués et les notifications d'attribution des subventions aux associations dans les domaines de compétence.

ARTICLE 2 : Autorisation de signature au titre des compétences transférées du Conseil Municipal au Maire

Sous mon contrôle et ma responsabilité, est donnée à Monsieur Franck CONFAIS autorisation de signature des décisions prises par délégation du Conseil Municipal au Maire, des bons de commande, des conventions, des pièces constitutives de contrats relatifs à la commande publique et de modification de contrats en cours d'exécution, les pièces annexes, en rapport avec les domaines délégués mentionnés à l'article 1er du présent arrêté, et sur les alinéas ci-dessous énumérés de l'article L.2122-22 du CGCT :

Alinéa 4 : De prendre toute décision concernant la préparation des marchés et des accords-cadres sans limite de montant et lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

De prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés* dont les accords-cadres de fournitures, de services et de travaux, y compris les modifications en cours d'exécution et de procéder à la résiliation des marchés si nécessaire, dans la limite d'un montant inférieur au seuil fixé par la commission européenne pour les marchés de fournitures et de services, et lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Lorsqu'il ne sera pas fait application de l'alinéa n°4, le Conseil Municipal chargera le Maire ou son représentant, par délibération, de souscrire un marché déterminé ou bien de faire usage de l'article L.2122-21-1 du CGCT, à savoir de souscrire un marché déterminé avant l'engagement de la procédure de passation du marché en précisant l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché ;

* Par marché, il faut entendre ici l'opération homogène et globale comprenant un ou plusieurs lots.

Alinéa 5 : De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant douze ans ;

Alinéa 24 : D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

Alinéa 26 : De demander a tout organisme financeur, l'attribution de subventions pour participer au financement de projets de toute immobilisation incorporelle ou corporelle, de toute acquisition, de toute procédure, quel qu'en soit le montant, sur la base d'un financement prévisionnel ;

ARTICLE 3 : Délégation de signature pour les hospitalisations en soins psychiatriques sans consentement

Les Adjoints reçoivent concurremment délégation permanente de signature pour les arrêtés et tous actes pris en application de l'article L.2212-2.6° du CGCT.

ARTICLE 4 : Délégation de signature au titre de la police des opérations funéraires (articles L.2213-8, L.2213-9 et R.2213-8 et suivants du CGCT)

Sous mon contrôle et sous ma responsabilité, une délégation de signature est accordée à Monsieur Franck CONFAIS pour délivrer et signer les autorisations administratives en matière de police des opérations funéraires (autorisations de mise en bière, de fermeture du cercueil, d'inhumation, de crémation et d'exhumation, de transports de corps).

ARTICLE 5 : En cas d'empêchement du 7ème Adjointe au Maire

En cas d'empêchement de Monsieur Franck CONFAIS, 7ème Adjoint au Maire, les délégations de fonction et autorisations de signatures susvisées sont accordées à Monsieur François SEVILLA, 1er Adjoint au Maire, et en cas d'empêchement de ce dernier à Madame Fatima KHERCHOUCHE, 2ème Adjointe au Maire, et en cas d'empêchement de cette dernière à Monsieur Guy WÜRCKER, 3ème Adjoint au Maire. Une ampliation de cet arrêté sera adressée et notifiée aux trois premiers Adjoints au Maire.

ARTICLE 6 : Devoirs du 7ème Adjoint au Maire au titre de ces délégations

Monsieur Franck CONFAIS devra :

- Exercer ses fonctions avec dignité, probité et intégrité,
- Exercer pleinement et avec conscience ces délégations de fonction et subdélégations de fonction dans le respect des lois et règlements en vigueur,
- Veiller à ne pas enfreindre les limites de ses responsabilités,
- Apprécier au cas par cas les mesures générales ou particulières qu'il convient de prendre,
- Me rendre compte de chacune de ses actions,
- M'informer de toute éventuelle difficulté dans leur exercice.

ARTICLE 7 : Mécanisme d'abstention en cas de conflits d'intérêt

Le conflit d'intérêt comprend toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction. Dans ce cas, le 7ème Adjoint m'informerera, sans délai, par écrit, précisant la teneur des questions pour lesquelles il estimera ne pas devoir exercer ses compétences.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera porté au registre des actes de la collectivité.

ARTICLE 9 : M. le Directeur Général des Services, Monsieur le Préfet du Département de Seine-Maritime, Monsieur le Procureur de la République, Le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée aux :

- * Préfet du Département de Seine-Maritime
- * Procureur de la République
- * Trésorier Principal
- * Trois premiers Adjoints au Maire.

Notifié aux intéressés et affiché aux lieu et place ordinaires.

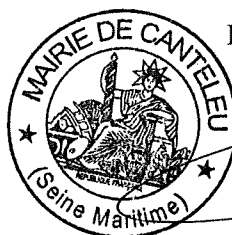
ARTICLE 11 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Selon les dispositions prévues aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou sa notification :

- d'un recours gracieux motivé auprès du Maire,
- d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN.

L'application Télérecours est accessible par le site www.telerecours.fr.

FAIT A CANTELEU, le - 4 MAI 2026

Le Maire



Tom DELAHAYE

Accusé réception préfecture

Transmission via application OXYAD

Accusé de réception	
Objet de l'acte:	Délégations accordées au 7ème Adjoint au Maire - M. Franck CONFAIS
Date d'envoi en Préfecture:	
Date de l'accusé de réception Préfecture:	04/05/2026
Numéro de l'acte:	lmc1H13400H1-13400 ** AR-0022/26
Identifiant unique de l'acte:	076-217601574-20260504-lmc1H13400H1-AR
Date de décision:	04/05/2026
Acte transmis par:	Gestion des Actes
Nature de l'acte:	Arrêté
Matière de l'acte:	5-Institutions et vie politique, 4-Delegation de fonctions
Dernière date de modification de la classification en sous-matière de la préfecture:	29/08/2019
Annexe(s) Transmise(s)	Annexes : Nombre d'annexes 0: